

PS : les ruptures de la rénovation

Michel Noblecourt

LE MONDE | 12.07.07

Encore traumatisé par sa double défaite aux élections présidentielle et législatives, le Parti socialiste est la cible de la guerre de mouvement lancée par Nicolas Sarkozy. Le risque est qu'au moment où, selon Benoît Hamon, un de ses porte-parole, sa *"rénovation est, pour l'instant, une feuille de papier"*, il se bunkérise, se transforme en citadelle assiégée au lieu de procéder aux ruptures nécessaires à sa refondation. Non content d'avoir débauché six personnalités de gauche dans son gouvernement, le président de la République continue de faire son marché au PS. Si son souhait de voir Dominique Strauss-Kahn nommé, avec le concours de l'Union européenne, directeur général du Fonds monétaire international (FMI) aboutit, il privera le PS d'un "éléphant" qui s'était posté en première ligne de sa rénovation.

Les prises de guerre de M. Sarkozy attisent le combat des chefs au point qu'on ne voit plus qui sera le chef d'orchestre de la rénovation. Certes, François Hollande est toujours premier secrétaire, ne devant quitter son poste qu'au congrès du printemps 2008, et il a fait voter au conseil national du 23 juin, à l'unanimité moins trois voix contre et une abstention, une feuille de route pour *"une véritable rénovation de notre pensée, de notre stratégie, de nos méthodes"*. Mais il est contesté par les *"jeunes lions"* et quelques quadras qui, tels Manuel Valls, Arnaud Montebourg, Gaëtan Gorce, partisans d'un *"changement beaucoup plus radical et beaucoup plus profond"*, lui dénie toute capacité à *"changer rapidement"*.

Blessée par les procès qui lui sont intentés et par le comportement d'un parti dont elle veut toujours prendre la direction, Ségolène Royal, qui subit un gros "trou d'air" dans les sondages, s'est retirée sur l'Aventin, avant de faire son "autocritique", de reformer son équipe et de reprendre l'offensive. Avant même la "tentation" du FMI, Dominique Strauss-Kahn a quitté le bureau national du PS et a confié la présidence de son courant, Socialisme et démocratie, à Jean-

Christophe Cambadélis. Laurent Fabius a aussi pris du champ, s'est fait remplacer au "BN" et, sans renoncer à aucune ambition, se présente en "*sage actif*". Bertrand Delanoë fait des offres de service en sachant que son rôle est hypothéqué par les municipales de mars 2008. Jean-Marc Ayrault se dote à la tête du groupe parlementaire d'un "contregouvernement" aussitôt contesté et livre une guerre picrocholine à Jack Lang, menacé de ses foudres s'il cède aux sirènes sarkozystes et siège à la commission de réforme des institutions.

Voilà le PS privé d'un guide incontesté pour le mener vers la "terre promise" de sa rénovation et auquel l'analyse de ses défaites - qui, comme l'a observé M. Hollande, l'ont rendu "*minoritaire au sein de la France modeste, âgée, rurale et ouvrière*" - et le harcèlement de M. Sarkozy interdisent tout attermoiement. Il est aussi condamné à la guerre de mouvement. Et pour que sa rénovation ne soit pas qu'un ravalement de façade, il ne pourra pas faire l'économie de cinq ruptures concernant sa gouvernance, ses courants, sa doctrine, sa stratégie et ses alliances.

Depuis 1995 et l'élection de son premier secrétaire au suffrage direct des militants - une réforme initiée par Lionel Jospin au grand dam d'Henri Emmanuelli -, le PS s'est présidentialisé. Le temps est sans doute venu d'aller jusqu'au bout de cette logique et d'instaurer une nouvelle gouvernance. L'idée de plusieurs responsables serait de remplacer le premier secrétaire par un président qui aurait vocation à être le candidat naturel à l'élection présidentielle. Elu par les militants, il serait flanqué d'un secrétaire général chargé de l'intendance de l'appareil. Un tel schéma aurait sans doute les faveurs de Mme Royal...

Depuis que la bataille entre la "première", celle du congrès d'Epinais (1971), et la "deuxième gauche" a pris fin, faute de combattants, les courants sont devenus davantage des écuries présidentielles que le reflet de clivages idéologiques. Parler aujourd'hui de "hollandais", de "ségolénistes", de "strausskahnien", de "fabiusiens", de "jospinistes", de "rocardiens", c'est d'abord une référence ou une fidélité à une personne plus qu'une carte d'identité politique. En 2003, au congrès de Dijon, M. Hollande voulait "*dépasser*" les courants. Peine perdue, les

querelles de chapelle ont repris le dessus. Au lendemain de la défaite présidentielle, les initiatives "trans-courants" se sont multipliées. Ancien secrétaire national, M. Gorce propose même de mettre entre parenthèses la règle de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne qui s'applique - à partir du vote des motions des courants - à tous les organismes du PS à tous les échelons. Il y aurait alors une majorité et une... opposition.

RECENSER LES VALEURS ET LES IDÉES NOUVELLES

A l'ouverture du congrès de Rennes, en mars 1990, juste avant de se déchirer comme jamais, le PS s'est doté d'une nouvelle *"déclaration de principes"*. Charte de ses valeurs et de son identité, ce texte avait redéfini, au lendemain de la chute du mur de Berlin et alors que le communisme s'effondrait, *"l'idéal socialiste"*. Le PS se définissait comme *"un parti de transformation sociale"*, s'inscrivant *"dans la démarche historique du socialisme démocratique"*. Mettant *"le réformisme au service des espérances révolutionnaires"*, il se prononçait, *"sans méconnaître les règles du marché"*, en faveur d'une *"société d'économie mixte"*. Si M. Hollande a raison de dire que le PS a déjà reconnu l'économie de marché, il n'en demeure pas moins qu'il n'a pas été jusqu'au bout de l'aggiornamento amorcé. Dix-sept ans après, une remise à jour de ce logiciel offrirait l'avantage aux socialistes de recenser les valeurs et surtout les idées nouvelles susceptibles de les rassembler.

La rupture stratégique a déjà été esquissée au lendemain de la défaite législative. L'heure n'est plus à l'*"opposition frontale"* chère à M. Fabius. Si M. Valls a fait peu d'émules en trouvant des qualités au discours de politique générale de François Fillon et en appelant *"à ne pas diaboliser une nouvelle fois"* Nicolas Sarkozy, la ligne est plutôt celle, prônée par François Hollande, d'une *"opposition ferme et utile"*. L'idée est d'associer critiques des politiques gouvernementales et propositions alternatives, à l'image du *"cabinet fantôme"* s'il prend vraiment forme... Le PS pourrait compléter sa stratégie en s'ouvrant à la "société civile" et en développant ses relations avec les syndicats et le patronat.

L'ultime rupture touche les alliances que le PS va devoir totalement refonder, compte tenu du nouveau paysage d'une gauche de la gauche en peau de chagrin. M. Hollande a noté l'absence, dans la campagne présidentielle, *"d'alliés établis et consentants"*. Où trouvera-t-il demain de nouveaux partenaires *"établis et consentants"* ? A sa gauche, c'est plutôt le vide. A sa droite, le Mouvement démocrate de François Bayrou peine à prendre forme. Pour mener à bien sa rénovation, le PS doit décidément commencer par tout reconstruire.